

Document

L'Amérique soutient Al-Qaïda, mais le régime reste "soudé", selon des experts occidentaux

(Pierre Khalaf - Comité Valmy)

17.12.12

L'administration américaine est impliquée jusqu'au cou dans le soutien aux groupes affiliés à Al-Qaïda, qui combattent l'Etat laïc syrien et son armée nationale, bâtie sur la doctrine de la lutte contre Israël, le terrorisme et la violence communautaire.

Les stratégies américaines dans la région du Mashreq arabe sont principalement motivées par l'hostilité à toute tendance libératrice arabe, visant à jeter les fondements de l'indépendance nationale et engagée dans la lutte contre l'hégémonie sioniste. Dans le front complexe et varié mis en place par les Américains, Al-Qaïda et ses ramifications semblent s'être transformées en outil de division et de terrorisme soutenu par l'Occident. Son but est de détruire le tissu social des peuples arabes en répandant la violence et la terreur, couplées d'une culture de discorde confessionnelle, en transformant une contradiction virtuelle et illusoire en contradiction principale.

Les positions exprimées dernièrement par différents groupes de l'opposition syrienne, y compris lors de la conférence dite des "Amis de la Syrie", à Marrakech, montrent clairement qu'Al-Qaïda n'est pas un simple détail du paysage syrien. Les condamnations de la décision américaine d'inscrire le Front al-Nosra sur la liste des organisations terroristes prouvent l'existence de liens organiques entre Al-Qaïda et la plupart des vitrines politiques de l'intérieur et de l'extérieur de la Syrie. Ce schéma rappelle étrangement la politique américaine en Afghanistan, lorsqu'elle avait ouvertement et directement soutenu le réseau Al-Qaïda. Aujourd'hui, l'administration US mise sur un compromis avec cette organisation avant le retrait de ses troupes de ce pays, bien que les expériences proches et lointaines prouvent qu'Al-Qaïda possède son propre agenda et que les accords avec elle ne sont pas garantis. Surtout qu'elle sait très bien exploiter à son avantage les équilibres internationaux et régionaux pour servir son plan terroriste mondial.

La réédition de cette expérience illustre à quel point l'Occident s'emploie à instrumentaliser la violence communautaire pour combattre les forces de la résistance et de la libération dans le monde arabo-musulman. Dans le même temps, les peuples de la région tombent une nouvelle fois dans le piège des divisions communautaires, ce qui transforme en priorité la lutte contre ce climat culturel et médiatique sectaire.

Une grande responsabilité incombe à la République islamique d'Iran et au Hezbollah libanais et aux mouvements de la résistance palestinienne pour faire face à ce danger et il ne fait aucun doute que dès lors que ce fléau est éradiqué, la région toute entière sera au seuil d'une renaissance, basée sur l'indépendance nationale et la libération de l'hégémonie impérialiste.

Une armée "forte" de "toutes les confessions"

Pendant ce temps, des "experts" cités par les agences de presse internationales, dont l'AFP, ont démenti dimanche toutes les informations sur la chute imminente du régime syrien. Un "régime soudé autour de Bachar al-Assad et qui semble tenir bon et démentir pour le moment les prédictions occidentales sur sa chute imminente", estiment ces experts. Pour ces experts, il faut plus que ces coups de butoir pour que le régime tombe. "Il ne pourra tomber que par un coup d'Etat, une intervention étrangère ou un renforcement massif du soutien logistique aux rebelles par des pays étrangers", assure Barah Mikail, chercheur à l'institut de géopolitique espagnol FRIDE.

Selon ce spécialiste du Moyen-Orient, il y a certes "des déclarations diplomatiques fortes, mais il ne faut pas les surestimer, car le régime conserve la structure militaire et institutionnelle, même s'il se fait parfois surprendre", comme lors du récent attentat durant lequel le ministre de l'Intérieur a été blessé.

Plusieurs responsables ont déjà sonné le glas du régime. Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a estimé que le régime "se rapprochait de l'effondrement" et Paris a appelé à "faire partir Bachar al-Assad le plus rapidement possible".

Washington a jugé le régime "de plus en plus désespéré". Le vice-ministre russe des Affaires étrangères en charge du dossier syrien, Mikhaïl Bogdanov, est allé dans le même sens, avant que son pays ne fasse marche arrière.

Pour Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), plusieurs hypothèses expliquent cette avalanche.

"Soit il y a le début d'un consensus international pour mettre fin au régime, soit des pays occidentaux sont en contact avec un groupe important et influent dans l'armée qui pourrait se retourner contre Assad, soit ils accentuent les pressions afin de pousser Assad vers la sortie pour éviter un effritement total de l'Etat", explique-t-il.

Mais pour cet observateur, dont l'organisation dispose d'un important réseau de militants sur le terrain, "l'armée reste très forte, elle est toujours capable de protéger une large portion du territoire allant de Damas au littoral".

Certes, l'appareil militaro-sécuritaire, longtemps omniprésent, s'est nettement érodé et la multiplication des attentats à Damas démontre que la Sécurité est moins fiable qu'auparavant.

"C'est certain que les rebelles ont avancé et se montrent audacieux, mais pour le moment, l'armée garde globalement sa cohésion et défend les grandes villes", note un expert militaire occidental à Beyrouth. "Malgré les désertions et les morts, elle compte encore 200000 hommes, de toutes les confessions, et n'a pas engagé toutes ses unités dans les combats. Elle se conduit comme un véritable corps, avec une mission", ajoute-il. "Elle se sentait mal à l'aise au début de la contestation quand on lui demandait de tirer sur des civils. Mais aujourd'hui, elle n'a plus d'états d'âme face à des hommes armés", assure-t-il.

Selon un spécialiste, qui ne veut pas être identifié car il retourne régulièrement en Syrie, les déclarations diplomatiques "prouvent que les négociations ont véritablement commencé entre les Etats-Unis et la Russie pour trouver une solution à la crise. Il s'agit d'exercer une pression psychologique pour obliger le régime à envisager des compromis douloureux". Mais ces annonces peuvent être contre-productives, car si la chute du régime n'intervient pas dans les semaines à venir, "il pourra prétendre qu'il est assez fort pour ne pas céder".

Tendances de l'Orient

New Orient News (Liban)

Rédacteur en chef : Pierre Khalaf

Tendances de l'Orient No 113 lundi 17 décembre 2012.

Bulletin hebdomadaire d'information et d'analyse, spécialisé dans les affaires de l'Orient arabe.

Déclarations et prises de positions

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

« Je propose une table de dialogue en présence de toutes les parties concernées pour s'entendre sur une loi électorale, suite à quoi le gouvernement démissionnera. Le gouvernement assure une stabilité relative dans le pays. Sans lui, le chaos y règnerait. Le chef du gouvernement, qui qu'il soit, devra œuvrer avant fin juin pour que les législatives aient lieu et que soit ainsi respectée la date constitutionnelle. J'ai l'intention de me présenter aux élections. J'ai appris du ministre de l'Intérieur qu'un responsable du Courant du futur lui a

remis une liste de personnalités qui selon lui auraient reçu des menaces. La décision du gouvernement de ne pas accorder toute la base de données téléphoniques aux services de sécurité est motivée par la liberté garantie par la Constitution libanaise, et la loi relative au mouvement des communications. La décision a donc été prise de livrer sans hésiter toutes les informations relatives à des numéros suspects. Les événements de Tripoli sont en bonne partie le reflet de ce qui se passe en Syrie. »

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Je lance aujourd'hui un appel à Al-Qaïda et je leur dis que les Américains, les Européens et des gouvernements arabes et musulmans vous ont tendu un piège en Syrie et vous ont ouvert la voie pour vous faire tuer en Syrie. Et vous êtes tombés dans ce piège. Les groupes liés à Al-Qaïda ou se réclamant de son idéologie seront les premiers à payer le prix, comme ils l'ont payé dans d'autres pays. La situation en Syrie est de plus en plus complexe. Croire que l'opposition est en mesure de l'emporter militairement est très, très, très suspect. La bataille se joue entre le régime qui défend son existence par conviction et parce qu'il est soutenu par une grande partie de la population, et l'opposition armée qui veut faire chuter ce régime et a une partie de la population avec elle. Nous déplorons le fait que le conflit dure. La faute en incombe à l'opposition et aux pays derrière elle qui refusent le dialogue. Les Etats-Unis y ont intérêt car le résultat serait une Syrie faible et ferait pencher l'équilibre régional en faveur des Etats-Unis et d'Israël. Nous appelons le 14 Mars à renoncer à son boycott des réunions parlementaires. L'objectif principal du boycott était de faire chuter le gouvernement, mais ils n'ont pas réussi. Le Cabinet n'est pas tombé car il est soutenu par la communauté internationale. Ce boycott se poursuit car le 14 mars veut nous imposer deux choix : des élections législatives basées sur la loi électorale de 1960 ou pas d'élections. Cela est inacceptable. Le processus normal serait de revenir à la table du dialogue et d'étudier un nouveau projet de loi électorale et de former un nouveau gouvernement après les Législatives. Le nombre des Libanais vivant sous le seuil de pauvreté augmente et cela va empirer. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (pro-américain)

« Les chrétiens sont au cœur du printemps arabe. Notre position est claire à ce propos. Nous appuyons le droit des peuples à décider de leur sort et à vivre en liberté. Le camp adverse adopte toujours la méthode des assassinats pour mettre la main sur le pays, à défaut des moyens démocratiques comme les élections. Je regrette que ces méfaits et ces attentats soient couverts par des parties libanaises dans le seul but d'obtenir des sièges au Parlement et au gouvernement. Pour ces raisons, nous refusons de participer au dialogue et aux réunions des commissions parlementaires. Les événements au Liban et dans la région prennent une tournure en notre faveur, ce qui nous place devant un tournant décisif. »

Elias Sleiman, évêque maronite de Lattaquié, en Syrie

« Il y a une ambiance de chaos en Syrie et les criminels exploitent ce climat. Les chrétiens syriens sont victimes d'un nouveau type de crime, les enlèvements pour demande de rançons. Les chrétiens sont pris pour cible par les groupes armés et par les fondamentalistes. Mais l'Etat ne s'en prend pas aux chrétiens en raison de leur appartenance religieuse. Ils sont traités comme tout le monde. D'ailleurs, les chrétiens n'ont pas pris position dans le conflit en cours. Ils souhaitent le retour de la paix et du calme. Nous craignons le radicalisme musulman. Il y a des étrangers qui viennent en grand nombre pour pratiquer le prosélytisme et répandre le fondamentalisme. Cela est étranger à la nature du peuple syrien. Ils viennent de tous les pays du monde, comme s'il existait une campagne ciblée. Ce sont les chrétiens qui en paieront le prix, bien qu'ils aient refusé de porter les armes. »

Rifaat Eid, responsable politique du Parti arabe démocratique à Tripoli (pro-Assad)

« Des bateaux chargés d'armes pour le compte du Courant du futur transitent par Tripoli à destination de la Syrie. Toutes sortes d'armes sont présentes à Tripoli en provenance de Syrie. Nous faisons assumer aux responsables politiques de la ville le sang des martyrs tombés à Tripoli et les morts de Tal Kalakh. Nous soutenons et soutiendrons le président Bachar el-Assad jusqu'au bout. Nous l'exhortons à renvoyer aux Liban toutes les dépouilles des Libanais tués à Tal Kalakh. »

Evénement

- Le gouvernement libanais a rejeté la demande des services de sécurité d'avoir accès à toutes les données téléphoniques et a limité l'accès des services de sécurité aux informations relatives aux numéros jugés suspects, cet accès devant se faire conformément aux usages en vigueur. Le Conseil des ministres a donc su résister aux intenses pressions exercées par les SR des Forces de sécurité intérieure (FSI) ainsi que par certaines forces politiques. Le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel a appelé à dissocier la sécurité de la politique, et a expliqué que le ministre des Télécoms et lui-même pourront aller au-delà de ce qui a été décidé par le Conseil des ministres s'il y a urgence. Une source militaire haut placée citée par le quotidien As Safir considère qu'il ne convient pas de demander d'avoir accès au contenu des SMS échangés par tous les Libanais, étant donné qu'une telle requête allait à l'encontre de la liberté des citoyens et portait atteinte à leur vie privée. Selon cette source, le risque existe : secrets personnels pourraient être divulgués mais aussi et surtout des secrets professionnels. Le mieux serait donc de permettre aux services de sécurité l'accès au mouvement d'échange des SMS, suite à quoi ces services pourront demander le contenu des SMS qui leur paraissent suspects.
- Des graffitis insultants envers Jésus Christ ont été inscrits en hébreu sur les portes de l'entrée du cimetière arménien, ainsi que sur les murs d'un monastère appartenant à l'Eglise grecque-orthodoxe où ont également été inscrits « Joyeux Hanouka » et « prix à payer ». Les pneus de trois voitures ont été crevés près du monastère », a indiqué une porte-parole de la police israélienne, Louba Samri. Des extrémistes de la colonisation mènent depuis des années une politique dite du « prix à payer », consistant à se venger sur des villageois palestiniens, des lieux de culte musulmans et chrétiens, des militants pacifistes israéliens, voire l'armée israélienne, des décisions gouvernementales qu'ils jugent hostiles à leurs intérêts. Les auteurs de ces attaques sont rarement appréhendés et traduits en justice.